

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE ET DES
COLLECTIVITES
TERRITORIALES

Bureau de
l'Environnement
et du
développement durable

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SOUMISES A DECLARATION

Commune
de BEZONS

43

Le Préfet du Val d'Oise
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Demande de la société
ELIS

N° SIRET

Récépissé
N° D4212006

- VU le titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement notamment son article L.513-1 ;
- VU le décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret du 20 mai 1953 portant nomenclature des Installations Classées modifié en dernier lieu par le décret N° 2005-989 du 10 août 2005 ;
- VU le décret n° 2004-1331 du 1^{er} décembre 2004 modifiant la nomenclature des installations classées et portant notamment création de la rubrique n° 2921 relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2921 ;
- VU la lettre préfectorale en date du 04 mars 2005 invitant les exploitants de tours aéroréfrigérantes (T.A.R.) à compléter et à transmettre des formulaires d'informations sur celles-ci ;

- VU la déclaration en date du 14 avril 2005 en réponse à la lettre préfectorale susvisée par laquelle la société **ELIS BEZONS** fait connaître qu'elle exploite à **BEZONS, 14, rue Marcel Paul**, l'installation classée précisée ci-après :
 - Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » ;
la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2000 kW
1 tour aéroréfrigérante d'une puissance thermique évacuée par l'installation de 1 628 kW.
N° 2921-1°-b = D (avec bénéfice de l'antériorité)
- VU le rapport établi le 02 janvier 2006 par Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

DONNE ACTE de ladite déclaration, à charge pour l'intéressé de se conformer aux prescriptions jointes au présent récépissé, sous peine d'encourir les sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514.1 et suivants du Code de l'Environnement.

Copie du présent récépissé doit être affichée pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie où les tiers ont la possibilité de consulter sur place le texte des prescriptions générales. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité doit être dressé par le Maire.

Fait à Cergy-Pontoise, le 27 MAR. 2006

LE PREFET

Pour le Préfet
du Département du Val d'Oise
Le Directeur

Jean-Yves LE NOAN

AVIS IMPORTANT

Ce récépissé n'est délivré qu'au titre de la législation sur les installations classées (Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement).

Il ne peut être utilisé par le bénéficiaire qu'après accomplissement de toutes autres formalités auprès des organismes ou services compétents, en particulier ceux du Ministère de l'Équipement (permis de construire, déversement d'eaux résiduelles, décentralisation des installations et établissements industriels, etc.....).

Si l'installation n'a pas été ouverte dans le délai de trois ans, à partir de la date de la déclaration indiquée dans le récépissé, ou si l'exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'intéressé devra faire une nouvelle déclaration.

Si l'installation vient à être cédée, le nouvel exploitant ou son représentant est tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture, dans le mois qui suit la prise de possession en indiquant ses nom, prénoms et domicile ; s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

- Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement.

- L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci. La notification doit indiquer les mesures de remise en état du site prises ou envisagées. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

- L'exploitant sera tenu également de déclarer sans délai, au Service de l'Inspection des Installations Classées, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte à l'environnement survenu du fait du fonctionnement de l'installation.

"Délai et voie de recours (article L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

PRESCRIPTIONS GENERALES

imposées aux installations soumises à déclaration

2921 – 1° - b

2921 - Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;

1 - lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » ;

b - la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2000 kW.

Nota : Une installation est de type « circuit primaire fermé » lorsque l'eau dispersée dans l'air refroidit un fluide au travers d'un ou plusieurs échangeurs thermiques étanches situés à l'intérieur de la tour de refroidissement ou accolés à celle-ci ; tout contact direct est rendu impossible entre l'eau dispersée dans la tour et le fluide traversant le ou les échangeurs thermiques.